

PALESTINE - ISRAËL. ENFIN POUR UN CESSEZ-LE-FEU PERMANENT

L'Union syndicale Solidaires se réjouit de la liesse des populations palestiniennes et israéliennes suite à la libération des détenu-es en Israël et à Gaza, dans le cadre d'un échange négocié le 22 novembre. Nous saluons également la libération des travailleurs immigrés thaïlandais et philippins, dans l'indifférence générale qui n'a d'égal que celle qu'ils subissent en Israël tout le reste de l'année.

Le gouvernement israélien a refusé toute trêve et accord avant d'avoir, par ses bombardements, tué 15 000 civil-es, hommes, femmes et enfants, blessé-es et traumatisé-es des milliers d'autres et opéré des destructions massives dont celles des camps de réfugié-es et celle totale du système de santé au nord de la bande de Gaza. Cette politique relève des crimes de guerre au regard du droit international. La Cisjordanie n'est pas restée à l'écart de cette furie vengeresse : des centaines de tué-es, des arrestations par milliers depuis le 7 octobre. La menace d'une nouvelle Nakba, c'est-à-dire l'expulsion plus massive encore qu'en 1948, des Palestinien-nes de leurs terres reste une option pour le gouvernement israélien.

Ces massacres et destructions relèvent de la vengeance suite aux crimes de guerre, commis le 7 octobre par le Hamas et sont dirigés contre la population gazaouie dans son ensemble. Ainsi, comme le dit Joan Deas, directrice exécutive de l'Institut de Recherche et

d'Étude Méditerranée et Moyen-Orient (Iremmo), les objectifs militaires israéliens sont « inatteignables et complètement fantaisistes » mais cette politique cause des désastres humains considérables. Nous espérons donc que le processus de libération d'otages, de libération de prisonnier-es et de trêves militaires va se poursuivre, et annonce un cessez-le-feu permanent que nous appelons de nos vœux depuis plusieurs semaines lors, notamment, de manifestations partout en France et dans le monde qui ont rassemblé des milliers de personnes de la société civile, des partis politiques, associations et syndicats.

**FREE
PALESTINE**

Nous rappelons que rien ne saurait remplacer une solution politique juste pour que cesse une guerre qui dure depuis 75 ans et dont tou-ttes les Palestinien-nes subissent les conséquences, malgré la résistance, armée ou non violente, les négociations et les accords, rarement respectés.

Pour l'Union syndicale Solidaires, les termes de cette issue passent par le respect du droit international, tant dans la guerre que dans les moments d'une paix apparente : fin des bombardements, retrait des troupes israéliennes, aide humanitaire, fin du blocus, fin de l'occupation et de la colonisation, fin de l'apartheid, retour dans leurs foyers de tou-ttes les réfugié-es palestinien-nes, et libération de tou-ttes les otages et de tout-es les prisonnier-es, pour que la situation puisse déboucher enfin, sur une paix juste et durable entre Palestinien-nes et Israélien-nes.